

# Contexte politique national

BUDAPEST



## Une “démocratie illibérale”

- 1956 : insurrection de Budapest = révolte populaire spontanée contre le régime communiste hongrois et ses politiques imposées par l'URSS
- 1960s : politique plus laxiste que celle des pays voisins dans les faits, libéralisation des domaines sociaux et économiques. Mise en place du “socialisme goulash” ou “culture du détournement” = l'écart entre les discours politiques (stricts dans la forme) et la réalité quotidienne des citoyens.
- 1960s-80s : pont entre l'Europe de l'ouest / est
- 1990 : dislocation de l'Europe de l'Est > démocratisation par le haut (sans assise populaire !)
- 1990-2010 : entrée dans l'OTAN (1999), dans l'UE (2004). Jeu politique équilibré entre les partis traditionnels de gauche et de droite
- 2008 : crise économique et plan d'austérité imposée par la gauche au pouvoir > perte de popularité
- 2010 : **Fidesz, le parti d'extrême droite de Viktor Orbán** obtient 2/3 des sièges de l'*Országgyűlés* (l'Assemblée nationale) > **pente douce vers la dictature** : mise à mal de la liberté des médias, criminalisation du sans-abrisme, modification du nombre de parlementaires et du périmètre des circonscriptions des députés, opposition à l'immigration, mise en scène des racines chrétiennes du pays, restriction des droits des homosexuels et des personnes trans. **Politique dite “illibérale” = rejet des principes du libéralisme sur le plan politique MAIS une politique économique ultra-libérale** (privatisations ; taxe d'habitation) > **populisme néolibéral et conservateur**
  - > parti qui obtient le soutien du monde rural hongrois
  - > et le soutien économique de l'UE (transition écologique et réindustrialisation)



## Conséquences sur Budapest

*Décrédibiliser les écologistes au pouvoir et limiter leurs ambitions politiques*

**Des pressions multiples de l'État sur les municipalités gérées par l'opposition** : le gouvernement oriente les subventions européennes qu'il reçoit aux municipalités pro-Fidesz. La ville de Budapest, dirigée par Gergely Karácsony issu du parti écologiste *Párbeszéd – Zöldek* (“Dialogue pour la Hongrie - les Verts”) est au bord de la faillite. Des compétences sont retirées (urbanisme, réseau de sages-femmes, écoles primaires). Nationalisation de parcelles et de bâtiments initialement municipaux.